



SÉMINAIRE *AFFAIRES ET DÉVELOPPEMENT*

De la discussion vient l'inspiration

De nombreuses discussions ont eu lieu dans les derniers mois en Europe et aux États-Unis sur les liens possibles entre les affaires et le développement dans les pays en développement et en particulier les pays africains, notamment lors de l'Assemblée des Nations Unies et des sessions du conseil exécutif du PNUD et de FNUP à New York. CCAfrique a voulu reprendre ces thèmes avec les personnes qui ont participé à ces travaux et tenter d'en dégager la problématique canadienne. C'est dans cette optique que l'organisation a tenu un séminaire sur "Les Affaires et le Développement" le 26 septembre dernier au Sheraton d'Ottawa, une conférence de haut niveau regroupant plus d'une centaine de cadres supérieurs de compagnies, d'ONG et de gouvernement en provenance du Canada mais aussi du Royaume-Uni et des États-Unis. L'évènement a rassemblé d'excellents conférenciers parmi lesquels le très honorable Paul Martin, ex-Premier Ministre canadien, Jeffrey Sturchio, Président du conseil d'administration du *Corporate Council on Africa* aux ÉU, Zahid Torres-Rahman, directeur de *Business Action for Africa* mais également des représentants d'ONG et de compagnies qui sont de plus (suite page 12)

CONFÉRENCE SUR L'AFRIQUE FRANCOPHONE

Un accomplissement pour les relations avec le Canada

Quel défi intéressant cela représentait pour CCAfrique; organiser un événement d'une journée à Montréal en accueillant sept délégations africaines et Chefs d'État sur les thèmes du développement économique de l'Afrique et de ses liens avec le Canada, le tout directement à la suite du Sommet de la Francophonie tenu dans la ville de Québec. Et bien aujourd'hui nous pouvons dire que ce défi a bien été relevé et, nous en sommes heureux, avec beaucoup de succès. Avec l'aide du Conseil des Relations Internationales de Montréal (CORIM), CCAfrique a en effet accueilli le 20 octobre dernier une conférence économique unique au Centre Mont-Royal afin de regrouper sept Chefs d'États et Premiers Ministres africains pour discuter du commerce, du développement de l'Afrique dans le contexte mondial et du désir d'augmenter les liens qui unissent le Canada aux pays francophones de l'Afrique.

Jean-Louis Roy, président du conseil d'administration du (suite page 13)

Le FMI reconnaît l'Afrique comme nouveau marché émergent

Ceci constitue certainement un tournant dans l'histoire de l'Afrique. Le Fonds Monétaire International a publiquement et statistiquement reconnu huit pays africains subsahariens, sans compter l'Afrique du Sud, comme la nouvelle frontière des marchés émergents globaux (ceci inclut le Botswana, le Ghana, le Kenya, la Mozambique, le Nigéria, la Tanzanie, l'Ouganda et la Zambie). Dans son édition de septembre 2008 du magazine *Finances et Développement*, le FMI nous (suite page 14)

EDC signe un accord de un milliard de dollars UDS avec la BPC en Angola

(LUANDA) – Le 2 octobre 2008 – Exportation et développement Canada (EDC) a annoncé aujourd'hui qu'elle avait signé un protocole d'entente avec la Banco de Poupança e Crédito (BPC) pour faciliter la participation canadienne aux projets d'infrastructure envisagés en Angola.

« Le partenariat entre EDC et la BPC contribuera à alimenter la filière déjà bien remplie des activités envisagées entre le gouvernement angolais et les compagnies canadiennes, et devrait (suite page 8)



Dans ce Bulletin

Rapport du Président	3	Rapport d'activités	10
Entrevue avec le nouveau Président du conseil d'administration.....	4	Enjeux politiques	15
Responsabilité Sociale des Entreprises	6	Prochains événements de CCAFrique	16
Nouvelles des membres	8	Nouveaux membres	17
		Liste des membres.....	18

Le service de développement d'affaires (SDA)

Le service de développement d'affaires (SDA) a désormais plus de deux ans d'existence. Chaque semaine, notre équipe étudie en détail un grand nombre de projets et d'informations stratégiques provenant de sources du monde entier. Nous identifions les projets intéressants, établissons des catégories, et transmettons les informations aux membres, selon leurs domaines d'intérêt. Pour de plus amples informations, ou si vous désirez recevoir le courriel hebdomadaire du SDA, veuillez écrire à florestan.fillon@ccafrica.ca ou lui téléphoner au 613-565-3011.

Publications

Outre le bulletin que publie régulièrement CCAfrique, nous publions aussi en format numérique et imprimé une série intitulée "Faire des Affaires" qui, à ce jour, a traité du Nigéria, de la Lybie et de l'Angola.

Rapport mensuel sur les indicateurs Africains

CCAfrique publie pour ses membres un synopsis des données statistiques récentes sur l'économie africaine qui vous aideront à faire une meilleure évaluation des conditions du marché sur le continent.

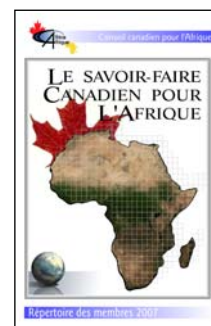
Revue de Presse Africaine



Le Service de Revue de Presse Africaine est un nouveau service envoyé chaque jour ouvrable aux abonnés et qui liste les nouvelles économiques en Afrique en provenance de diverses sources à travers le monde. Les nouvelles sont archivées et restent disponibles pour les abonnés sur le site web :

www.ccafrica.ca

Le savoir faire canadien pour l'Afrique

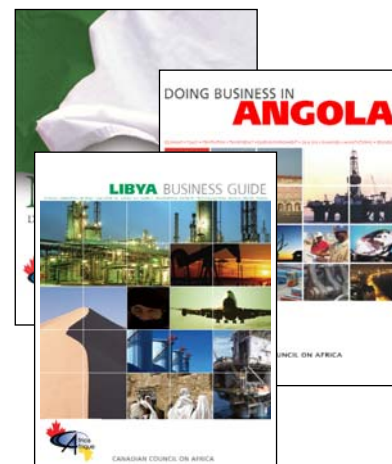


Conseil et soutien aux membres

CCAfrique a mis sur pied quatre bureaux régionaux dont la mission est de vous aider à réaliser vos projets et à résoudre les défis particuliers auxquels votre entreprise ou votre institution fait face. Nos vice-présidents connaissent très bien l'Afrique et ses multiples secteurs d'activités, et ils ont une connaissance tout aussi approfondie des programmes du gouvernement canadien. Ils peuvent donc vous aider à surmonter bien des obstacles.



Guides Faire des affaires



Bureaux et personnel du CCAfrica au Canada

Ottawa

Lucien Bradet, Président
Karl Gagne, Administrateur
Florestan Fillon, Chargé de projet

116 rue Albert, bureau 702
Ottawa, Ontario K1P 5G3
T (613) 565-3011 ou
Sans frais 1-888-852-9461
C (613) 791-3011
F (613) 565-3013
lucien.bradet@ccafrica.ca
karl.gagne@ccafrica.ca
florestan.fillon@ccafrica.ca

Ontario

Nola Kianza, VP
321 Millway Avenue, Suite #6
Concord, Ontario, L4K 3W7
T (905) 738-0590
F (416) 730-8666
nola.kianza@ccafrica.ca

Québec

Nathalie Désourdy, VP
Sans frais 1-877-263-9116
nathalie.desourdy@ccafrica.ca

Ouest du Canada

Chris Roberts, VP
T (403) 210-2726
C (403) 870-9241
F (403) 210-2484
chris.roberts@ccafrica.ca



Bulletin CCAfrique

CONTACT ET SOUMISSIONS :
Florestan Fillon, Éditeur
florestan.fillon@ccafrica.ca
Karl Gagne, Production
karl.gagne@ccafrica.ca

COLLABORATRICE:
Claudie Robert-Lemire

Copyright 2008 CCAfrique. Droits pour les photos, CCAfrique ou ses membres.

Croissance africaine: des espoirs aux faits



Lucien Bradet
Président, directeur
général

Chers membres, ces derniers mois et semaines ont tout simplement été l'une des périodes les plus importantes dans l'histoire de l'économie et du développement de l'Afrique. Après des études récentes de la Banque Mondiale et du FMI, suite aux sessions de l'ONU de septembre, et d'autres événements autour du monde, une nouvelle notion forte a émergé. Cette nouvelle notion redéfinit la manière dont l'Afrique devrait être regardée, elle confirme et officialise certaines idées qui avaient tourné autour du globe ces toutes dernières années sans vraiment avoir été gravées dans la roche. Je fais référence à des idées telles que le fait de voir désormais le continent africain en tant que marché émergent, que les pays africains doivent être considérés comme partenaires aux yeux de tout autre pays du monde, que les activités économiques des pays étrangers en Afrique ne peuvent pas mettre de côté le développement, la stabilité et le bien-être du continent. Nous avons tous entendu que l'Afrique serait, pourrait être ou devrait être le nouveau marché de l'économie globale. Aujourd'hui elle l'est. Naturellement, amener une telle idée sur la table internationale de nos jours ne signifie pas que nous devrions éviter de penser à tous les défis qui doivent encore être relevés en Afrique. Cela ne signifie pas que tous les problèmes africains sont laissés de côté et qu'il n'y a totalement aucune incertitude dans la croissance et le développement de l'Afrique.

Naturellement la crise financière globale affectera le continent, en particulier sur les investissements entrants. Cependant, maintenant que les bases fondamentales de la croissance ont été posées, il est tout de même prévu par toutes les agences économiques mondiales que l'Afrique continuera à se développer et que beaucoup de positif est encore à venir. C'est aujourd'hui dans les mains des Africains mais également dans les nôtres de faire de ce continent un marché soutenable et viable pour tous.

Vous trouverez dans ce bulletin plusieurs exemples mettant en exergue le nouveau rôle de l'Afrique et les nouvelles relations que l'Afrique va entretenir avec le globe. D'abord je vous recommande de regarder l'article

du FMI sur les nouveaux pays émergents de l'Afrique Subsaharienne. Cet article établit clairement le fait que les pays africains possèdent désormais les caractéristiques exactes de marchés porteurs, et qu'ils présentent maintenant non seulement de la croissance mais de la stabilité. Vous pouvez également jeter un coup d'oeil aux discussions qui ont eu lieu lors du séminaire sur les Affaires et le Développement tenu le 26 septembre à l'hôtel Sheraton d'Ottawa ainsi que celles de notre récente conférence à Montréal sur l'Afrique francophone le 20 octobre dernier. Celles-ci ont prouvé très efficacement que le Canada a un rôle important à jouer dans l'émergence de l'Afrique.

Je voudrais également remercier les membres et amis qui ont assisté à ces événements ainsi que nos sponsors et nos conférenciers. C'est vous qui avez permis à ces conférences de connaître le grand succès qu'elles ont connu et cela nous encourage beaucoup à continuer dans cette direction.

Dans les prochains mois, quelques projets et événements importants seront lancés par CCAfrique; tout d'abord nous recevons des délégations provenant de cinq pays d'Afrique de l'Est pour une rencontre passionnante, puis nous organisons une mission à la Banque Africaine de Développement, mission que nous espérons encore plus productive que celle de l'année dernière qui avait déjà été excellente suivie d'une mission au Cameroun dans le cadre de Promote 2008, et finalement, en association avec le Ministère des Affaires Étrangères, nous lançons un nouveau projet sur l'expérience africaine du Canada dans le domaine de la responsabilité sociale des entreprises. Plus que jamais, nous aurons besoin de votre appui pour faire de ces événements et projets de nouvelles grandes réussites et pour prouver que les compagnies et organisations canadiennes ne veulent pas rater le bateau de ce qui sera certainement un des plus grands phénomènes du 21^{ème} siècle, le développement de l'Afrique.

Lucien Bradet
Président, directeur général

Nouvelles nominations au Cabinet



L'honorable Stockwell Day
Ministre du Commerce
international et ministre de la
porte d'entrée de l'Asie-Pacifique

Stockwell Day a été élu pour la première fois à la Chambre des communes en 2000, et a été réélu en 2004, 2006 et 2008. En février 2006, il a été nommé ministre de la Sécurité publique. De 1986 à 2000, M. Day a représenté Red Deer North à l'Assemblée législative de l'Alberta. En sa qualité de membre du gouvernement progressiste-conservateur, il a occupé divers postes importants, notamment whip en chef, leader du gouvernement à la Chambre, ministre du Travail et ministre des Services sociaux. De 1997 à 2000, il a été trésorier provincial (ministre des Finances) et premier ministre par intérim.



L'honorable Lawrence Cannon
Ministre des Affaires étrangères

Lawrence Cannon a été élu à la Chambre des communes pour la première fois en 2006 puis réélu en 2008. Il a été assermenté comme ministre des Transports, de l'Infrastructure et des Collectivités le 6 février 2006. Entre 2001 et 2005, M. Cannon a été conseiller municipal à la Ville de Gatineau. Il a été nommé président de la Société de transport de l'Outaouais en 2002 et, en 2004, président de l'Association du transport urbain du Québec. M. Cannon a été membre de l'Assemblée nationale du Québec de 1985 à 1994, où il a rempli les fonctions de vice-président et de ministre des Communications. Il a travaillé dans le secteur privé comme expert-conseil avant d'entrer sur la scène politique municipale.



L'honorable Beverley J. Oda
Ministre de la Coopération
internationale

Beverley Oda a été élue à la Chambre des communes pour la première fois en 2004, et réélue en 2006 et en 2008. En février 2006, elle a été nommée ministre du Patrimoine canadien et de la Condition féminine, et en août 2007, ministre de la Coopération internationale. Avant son élection à la Chambre des communes, Mme Oda a travaillé pendant plus de vingt ans dans le secteur de la radiodiffusion publique et privée. Mme Oda a commencé sa carrière à TVOntario en 1973. Elle est passée au secteur de la radiodiffusion privée en 1976. De 1987 à 1993, elle a été commissaire au Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes.



Michel Côté,
Président du conseil
d'administration de
CCAfrica,
Président, directeur
général, CRC
Sogema

CCAfrica: Tout d'abord, pourriez-vous nous présenter Monsieur Michel Côté, président-directeur général de CRC Sogema et désormais président du conseil d'administration du Conseil Canadien pour l'Afrique?

Michel Côté: J'ai une formation en science politique et une Maîtrise en administration des affaires. Par la suite, j'ai travaillé comme cadre chez RCA Limited dans la finance et ensuite comme gérant des opérations. J'ai réellement débuté ma carrière internationale en 1976 en tant que consultant avec Pete Marwick. Je suis parti en Algérie cette même année pour un mandat de 3 ans avec CEGIR dans le domaine de la formation, l'éducation et la bonne gouvernance.

Je suis revenu au Canada par la suite et j'ai travaillé dans un cabinet de communication puis au sein du Ministère des Travaux Publics où j'ai été adjoint au président général. Après 3 ans, je quitte la fonction publique, pour retourner à l'international. Je pars en 1984 pour le Madagascar afin de créer un cabinet conseil, la RINDRA. En 1988 avec Pierre Cholette et Michel Rivard, nous faisons l'acquisition du management international de l'entreprise.

CRC SOGEMA est née de cette acquisition. Cela fait déjà 25 ans d'existence pour l'entreprise et depuis sa création elle s'est toujours concentrée sur l'Afrique et l'international.

Bonne transition pour une question habituelle dans notre milieu: comment décririez-vous votre expérience africaine?

MC: Cela fait donc près de 33 ans que je travaille en Afrique. Mon expérience a débuté en 1976, avant même de partir pour l'Algérie, simplement en entendant beaucoup parler de ce pays et de l'Afrique en général. Dans ce temps là, l'ACDI venait d'être créée et nous étions encore au tout début de ce que deviendrait par la suite la coopération internationale. Lorsque nous nous sommes implantés à Alger nous étions réellement des pionniers dans le conseil en entreprise là-bas.

À mon retour de Madagascar, de 1987 à 1994, je me suis mis à voyager, période dans laquelle je passais près de 50% de mon temps en Afrique, ce qui me donna l'occasion de visiter et de développer des affaires dans plus de 25 pays africains. De par ma formation en science politique, tous les phénomènes politiques et économiques m'ont toujours beaucoup intéressé, notamment ceux au sein de la Banque Mondiale.

En retournant à Madagascar le nouveau Premier Ministre du pays voulait que j'agisse en tant que conseiller auprès de lui. J'ai donc passé beaucoup de temps sur le terrain tout en travaillant directement avec les membres de son cabinet. Cela m'a permis de comprendre comment les choses se passent derrière le rideau au sein de ce gouvernement mais aussi d'être frappé directement par les difficultés de ce pays.

Avec CRC Sogema, je suis sorti un peu de l'Afrique pour me retrouver en Amérique centrale, dans le Pacifique, en Europe de l'Est et en Asie. Cependant, la base de notre organisation a toujours été l'Afrique et le Maghreb. J'ai toujours été très présent sur le continent africain particulièrement à partir de 1994-1995. Maintenant je le suis moins mais je fais encore 6 à 7 voyages chaque année. De plus une filiale est maintenant ouverte en France, ce qui permet premièrement de développer des partenariats avec le Vieux Continent, mais également d'avoir l'occasion d'accéder aux financements européens.

Selon vous quel rôle joue aujourd'hui l'investissement étranger dans le développement du continent africain?

MC: Un rôle essentiel et primordial. On sait que le continent africain au niveau de son sous-sol est extrêmement riche, les grandes minières sont intéressées à relancer leur opérations sur ce continent, les principaux bailleurs de fonds qui avaient abandonné les grands travaux d'infrastructures maintenant reprennent ces travaux et demandent l'apport d'investissements étrangers. On estime les futurs investissements sur ce continent à une centaine de milliards de dollars dans les années à venir.

L'important est que ces grands travaux d'infrastructures et chantiers d'exploitations minières se fassent dorénavant dans un contexte de développement durable et avec une approche de bon citoyen corporatif avec des retombées positives pour les pays qui reçoivent ces investissements.

La grande interrogation c'est la Chine qui ne semble pas jouer selon ces règles-là. Elle ne demande pas grand chose en terme de

gouvernance, démocratie, environnement, droit de la personne, etc. Mais il y a de l'espoir pour que la Chine commence à agir de manière plus responsable.

Ce qui est très encourageant, c'est que l'on parle de long terme aujourd'hui pour la croissance africaine. Ce développement économique va s'accélérer, les ONG, les compagnies et le gouvernement canadien ont intérêt à se tenir prêts.

Justement, qu'est-ce que le Canada fait de bien aujourd'hui en Afrique? Quelles sont les choses qu'il doit améliorer ou développer?

MC: Je pense que le Canada a réussi trois choses en Afrique:

- Il est parvenu à s'installer en Afrique avec des moyens pourtant faibles
- Il est devenu une alternative pour les Africains, avec une approche très neutre et sans intérêts géopolitiques.
- Il a su faire de l'ACDI un acteur important en Afrique, surtout par le passé.

L'ACDI était la porte d'entrée des Canadiens vers le continent africain. Je crois qu'une très grande partie des sociétés qui sont sur le continent africain aujourd'hui peuvent dire merci au

“ Ce développement économique [de l'Afrique] va s'accélérer, les ONG, les compagnies et le gouvernement canadien ont intérêt à se tenir prêts “

Entrevue avec le nouveau Président du conseil d'administration

Canada pour ce qu'il a initié.

Mais cet appui commence à manquer aujourd'hui. Le continent africain est en ébullition et probablement en train de s'en sortir, mais il a toujours besoin d'aide. Le Canada au lieu de se retirer petit à petit, devrait au contraire accroître sa présence notamment physique en Afrique. On a réellement l'impression que le Canada s'efface au plus mauvais moment.

De plus, le continent africain a toujours eu une très bonne opinion du Canada, mais si le Canada commence à lui tourner le dos, cela pourrait beaucoup nuire. D'où l'importance d'une organisation comme CCAfrique pour maintenir ces bonnes relations.

Quel est d'après-vous aujourd'hui le rôle de CCAfrique?

MC: Cela relève de certaines discussions avec le conseil exécutif notamment lors de l'élaboration du plan stratégique d'il y a quelques mois.

Il y a toujours eu par le passé une espèce de double rôle de CCAfrique, un rôle de lobby auprès du gouvernement canadien ainsi qu'un rôle de réseautage et d'affaires. En plus de cela aujourd'hui CCAfrique joue aussi un rôle d'informateur, de transmetteur. Et s'il y a quelque chose qui manque de plus en plus pour le continent africain, c'est bien sûr la transmission de la bonne information et surtout d'une information pertinente.

Son rôle est aussi de canaliser dans une vision donnée les efforts des entreprises privées principalement, mais aussi des grandes ING (Industries non-gouvernementales : Développement International Desjardins, SOCODEVI, CECI, etc.) et des grandes ONG qui travaillent dans l'industrie du développement en y ajoutant certaines grandes institutions, les universités, collègues; tous sont appelés à jouer un rôle de plus en plus important pour le Conseil Canadien pour l'Afrique.

Le Conseil Canadien pour l'Afrique tient aujourd'hui une place de facilitateur entre les pays africains et le Canada. Dans ce sens, il est appelé de plus en plus à être une organisation ressource pour le gouvernement canadien. Compte tenu de la position du gouvernement canadien qui, tout en étant moins présent sur le continent africain, augmente son discours pour y participer, CCAfrique est peut-être le meilleur organisme pour encourager le gouvernement canadien à réussir le tout, en restant une organisation indépendante. Cela fait partie des défis que CCAfrique doit relever. La machine du gouvernement canadien est de plus en plus sensible aux actions de CCAfrique et à la mission qui doit être portée vers l'Afrique.

Je pense qu'on a planté les clous aux bons endroits ces dernières années. Parmi les choses qui doivent nous permettre de jouer ce rôle-là auprès du gouvernement, il y a la qualité du travail effectué ainsi que le sérieux dont a fait preuve l'organisation. C'est un organisme qui fait bien son travail, qui peut s'en sortir malgré les obstacles et les échecs et rebondir par la suite, ce qui est réellement le signe d'une organisation forte et solide. Actuellement CCAfrique est le seul organisme sérieux qui permet aux organisations canadiennes d'être présentes politiquement et de faire affaire avec les Africains.

Quelles sont les raisons qui vous ont fait accepter de devenir son nouveau président du Conseil?

MC: D'abord je crois beaucoup au rapprochement du Canada vers ce continent. Les 20 dernières années le démontrent bien, les quelques années précédentes d'autant plus. Le continent africain doit être aidé pour une foule de raisons idéalistes et mercantiles et le Canada se doit de créer une nouvelle ouverture vers ce continent.

Cela fait plus de 15 ans que je vois des choses s'organiser pour un bon rapprochement du Canada et de l'Afrique, CCAfrique en est un magnifique exemple. C'est une organisation qui a réussi à passer à travers les tempêtes, ce qui prouve son sérieux et sa solidité.

J'ai demandé d'être sur le conseil d'administration car je partage beaucoup les idées véhiculées par CCAfrique. Aujourd'hui je suis son président du Conseil et j'espère non seulement participer au développement de l'organisation mais aussi pouvoir apporter des choses grâce à mon expérience et au grand intérêt que je porte à cette organisation.

Quels sont vos objectifs et vos priorités pour l'avenir de l'organisation?

MC: Les grands chantiers sont notamment dans la reprise du plan stratégique ce qui va permettre d'en dégager des actions spécifiques, telles que mentionnées avec M. Bradet et le comité exécutif. Un dossier important sera d'avoir une place plus importante en partenariat avec les grandes institutions canadiennes pour l'Afrique (ACDI, CCC, EDC). On doit être plus près d'eux et eux plus près de nous pour s'entraider et atteindre ensemble des objectifs précis. On a établi des réseautages politiques, économiques, diplomatiques et autres, on doit aujourd'hui fortifier ces réseaux-là pour être plus présent auprès des politiques canadiennes/africaines. Il faut aussi resserrer le réseau de contacts avec les grands personnages politiques et diplomatiques, les ambassades africaines ici et canadiennes là-bas, en plus des grands groupes d'affaires. Si nous pouvons bien pérenniser ces liens et être mieux reconnu en tant que véritable partenaire du gouvernement, nous allons faire un grand pas vers l'avant. Il faut aujourd'hui créer un mélange entre continuité et accélération. On a suffisamment de crédibilité comme organisation pour se permettre d'être plus agressif au sens positif avec nos partenaires.

CCAfrique doit-il être présent en Afrique?

MC: Je ne crois pas pour l'instant que CCAfrique doit être en Afrique. Mais à long terme, je suis convaincu que ma réponse à cette question changera.

Pour finir, nous allons faire un peu de science fiction : 2020, l'Afrique devient le plus grand marché porteur mondial au même titre que la Chine de ces dix dernières années, comment voyez-vous le visage de CCAfrique?

MC: C'est difficile à dire car je suis très fixé sur les enjeux et défis à court terme. Advenant que l'Afrique se développe de cette façon, je crois que tout est possible, et à ce moment-là CCAfrique pourrait définitivement être un acteur clé entre le Canada et le continent africain. Je crois que pour l'instant le principal est de solidifier toutes les bases qui ont été posées ces dernières années, construire une organisation à la fois solide et dynamique. À partir de là je suis certain que le futur sera comblé de succès!

“ CCAfrique est la seule ONG sérieuse qui permet aux organisations canadiennes [...] de faire affaire avec les Africains “

Répertoire de l'Expertise Canadienne en RSE - Projet lancé

CCAfric est particulièrement fier de vous annoncer qu'une entente a été conclue avec le Ministère des affaires étrangères du Canada pour la création d'un répertoire de l'expérience canadienne en matière de Responsabilité sociale des entreprises (RSE) sur le continent africain.

Ce document consistera en un index regroupant un important nombre de projets canadiens entrepris dans les dix dernières années en Afrique. Ces projets seront décrits de manière efficace et regroupés par secteurs d'activité et par pays. La publication sera un outil pour démontrer le fait que les compagnies canadiennes agissent de façon responsable et dans l'intérêt des communautés où elles opèrent, aux niveaux social, environnemental et dans les autres domaines où le type d'activités entrepreneuriales qu'elles mènent ont un impact local.

Ce document est voué à devenir une référence qui sera utilisée par les institutions canadiennes à titre d'exemple et de représentation mais qui pourra aussi être pris comme modèle par des compagnies canadiennes dans leurs futures activités en Afrique. Il s'agit ici d'appuyer l'ensemble du Canada, de participer à la construction de relations solides entre le Canada et l'Afrique et de justifier la réputation canadienne de pays responsable en terme d'investissements étrangers.

Nous vous invitons fortement à participer à ce projet de très grande importance et à nous faire part de vos expériences. Si vous désirez participer veuillez contacter Florestan à : florestan.fillon@ccafrika.ca

Barrick Gold lance une initiative avant-gardiste dans le domaine de l'exploitation minière artisanale en Tanzanie

En Tanzanie, environ 1,5 million de mineurs artisanaux luttent pour gagner leur vie quotidiennement, travaillant sous un soleil équatorial brûlant. C'est un travail difficile et éreintant, en creusant et écrasant le minerai pour découvrir de minuscules particules d'or.

" Mon travail peut à peine subvenir à mes besoins, ceux de ma famille et de ma communauté," dit Alfaxad Chacha, un vieux mineur artisanal âgé de 50 ans de la région de Mara, près de la mine Barrick au nord de Mara. Chacha a été engagé sous cette forme primitive d'exploitation artisanale depuis l'âge de 13 ans. "C'est un très dur labeur pour aussi peu d'argent. Ce n'est pas la vie dont j'ai rêvée, mais c'est tout ce que j'ai."

C'est également un travail dangereux. Les mineurs artisanaux utilisent des explosifs et s'exposent aux produits chimiques toxiques tels que le mercure et l'arsenic, qui causent aussi beaucoup de dommage envers l'environnement. "Je ne fais pas ceci parce que je le veux," ajoute-t-il. "Je n'ai aucun choix. Je dois gagner ma vie et soutenir ma famille. "

La plupart des mineurs artisanaux ignorent les fluctuations de la valeur du marché de l'or, et vendent souvent leur or pour une bagatelle, en perpétuant ainsi un cycle de pauvreté. Le crime organisé a aussi été traditionnellement impliqué dans l'industrie minière artisanale, exploitant et même emprisonnant contractuellement ses travailleurs.

Les mineurs de petite taille comme Alfaxad sont au coeur de la mission de la nouvelle initiative Artisanal and Small-Scale Mining (ASM) de Barrick. Cette initiative de 2,5 M\$, menée par la communauté, aide à transformer

les activités artisanales d'exploitation minière de Tanzanie en opérations d'exploitation minière de petite échelle régulées (réglementées), productives et durables. Un projet pilote visant plus de 2 000 mineurs artisanaux est déjà en cours près des opérations de la mine Barrick au nord de Mara. La compagnie construit une mine modèle près de l'opération où les mineurs artisanaux peuvent apprendre des techniques sûres et efficaces d'exploitation. La compagnie a également planifié de développer ce programme jusqu'à la mine de Bulyanhulu ainsi que sur le projet de Buzwagi.

Dans le cadre du programme, les mineurs artisanaux et de petite taille auront accès au financement afin d'acquérir légalement une terre pour leur exploitation. L'initiative proposera présentera la formation, les outils efficaces et la technologie propre aux mineurs artisanaux, facilitant leur travail et laissant une terre saine pour les générations futures.

"Chez Barrick, nous croyons que les mineurs artisanaux et de petite taille jouent un rôle important dans le secteur d'exploitation minier du pays," dit Gareth Taylor, vice-président de Barrick pour la région de l'Afrique. "Cette initiative s'assurera qu'une parcelle de terre suffisante soit légalement mise de côté pour les mineurs de petite taille, tout en leur donnant les outils dont ils ont besoin pour extraire en sécurité et prospérer."

Les comités d'ASM ont déjà été formés dans les mines du nord de Mara et de Bulyanhulu, en impliquant des chefs de village, des mineurs artisanaux et de petite taille, des femmes, des groupes de jeunes, le gouvernement local et des représentants de compagnie.

Le Ministre de l'Énergie et des Minerais de la Tanzanie, William Ngeleja, a nommé l'initiative d'ASM comme la "plus grande opportunité" que détient son pays pour développer de manière sûre et durable le secteur d'exploitation minière artisanale et de petite taille. Il a hautement reconnu l'expertise de Barrick sur la question et a encouragé d'autres compagnies à faire de même.

La transformation de l'industrie minière artisanale sera un processus étendu sur le long terme qui impliquera un large éventail de parties prenantes. Pour connaître du succès, le projet doit être pris à bras le corps et soutenu par le gouvernement et les communautés. Barrick se consacre entièrement à l'établissement d'un dialogue ouvert et bilatéral avec toutes les parties intéressées qui souhaitent investir dans le développement de ce secteur.

www.barrick.com



La Fondation BDA lance son programme de formation dans la culture de plantes médicinales en RDC

Après deux ans de travail, la Fondation Biotechnologie pour le Développement Durable en Afrique (BDA) lance son programme de formation en culture de plantes médicinales pour les industries alimentaires



et pharmaceutiques internationales en République démocratique du Congo.

La mission de la Fondation est de former un nombre croissant d'entrepreneurs africains à la culture industrielle de plantes médicinales destinées aux marchés alimentaires et pharmaceutiques mondiaux. À la fin de la formation, les candidats seront capables de cultiver, récolter et utiliser les plantes médicinales en suivant des standards stricts de contrôle de qualité des marchés mondiaux et ainsi obtenir des prix compétitifs pour leurs produits. Ils lanceront, après deux ans de formation théorique et pratique, leur propre entreprise à valeur ajoutée en étant soutenus par la Fondation BDA qui assurera un mentorat d'affaires et l'éligibilité à un fonds de micro-crédit. Ce projet amènera un transfert de connaissances grandissant permettant aux Africains de développer cette nouvelle filière économique de façon durable tout en protégeant l'environnement.

L'initiative de la Fondation BDA ne serait possible sans l'appui de partenaires de marque tant locaux qu'internationaux. En RDC, les Jésuites de l'Afrique centrale et World Wildlife Fund, deux partenaires reconnus



Les Jésuites construisent en ce moment un laboratoire de phytochimie à Kimwenza à quelques kilomètres de Kinshasa. La Fondation BDA, grâce à des partenaires tels que Wyeth et Algorithm Pharma, envoie par fret aérien de l'équipement de pointe qui permettra aux candidats de suivre une formation de haut niveau.

mondialement pour leur expertise en éducation, agronomie et protection de l'environnement accueilleront les candidats et livreront la formation de concert avec d'autres experts mondiaux du marché des plantes médicinales incluant la réputée African Association for Medicinal Plants Standards (AAMPS). La Fondation peut également compter sur les appuis financiers de la Fondation du Prince Albert II de Monaco et de Lundin for Africa, deux partenaires expérimentés en développement en Afrique. Consultez régulièrement les nouvelles de BDA en ligne sur:

www.fondationbda.org

Healthy Child Uganda : Créer le changement, un village à la fois

SIDA, conflit, famine, corruption... des mots qui viennent à l'esprit de bien des gens lorsqu'ils pensent à l'Afrique. Mais pour les personnes du



UNIVERSITY OF CALGARY

Sud-Ouest de l'Ouganda, leur histoire en est une d'espoir et de changement positif pour leurs enfants. Healthy Child Uganda (HCU), une association à caractère communautaire d'éducation sur la santé conjointement soutenue par le Centre for Innovation and Research in International Development (CIRID) de l'université de Calgary et par la Faculté de médecine et santé communautaire de l'Université des Sciences et Technologies de Mbarara.

HCU adopte trois approches à la survie des enfants en créant des capacités au niveau de l'université, du centre de santé et de la communauté. HCU travaille avec les citoyens locaux pour identifier et résoudre les prob-



Les volontaires de la communauté de la région de Katyzazo montrent les marionnettes qu'elles ont confectionnées

lèmes, qui affectent principalement la santé infantile. Dans un des volets du projet, on enseigne à 350 volontaires de la communauté des techniques simples afin de transmettre des messages de santé à leurs voisins. Les marionnettes, le théâtre, les jeux et les chansons sont tous très populaires. Quand une exposition de marionnettes au sujet de l'hygiène se met en place au centre marchand, la foule s'amasse, et il y a non seulement des adultes mais aussi des enfants. "Ils appellent ça du cinéma", dit le chef de projet Teddy Kyomuhangi. "Il n'y a aucun divertissement comme ceci ; ils viennent tous et écoutent!"

Pour les Ougandais ruraux, dont beaucoup ont seulement assisté à quelques années d'école, les messages sont instructifs. "Avant que le projet vienne à Mugyera, je ne savais pas que les gens doivent laver leurs mains après être allé à la latrine, je suis venu pour apprendre sur ce pendant cette formation!" dit un volontaire.

Les occasions pour enseigner aux adultes sont très rares mais hautement valorisées. Une volontaire qui est récemment devenue formatrice pour d'autres volontaires note "Cette formation m'a touchée. J'ai cru en tant que femme, que je n'allais pas me débrouiller, mais me voici à présent chef de cours!"

Erin Kiley, Coordinateur du projet

Healthy Child Uganda

Tél. : 955 3197

Courriel : HCU@ucalgary.ca

www.healthychilduganda.org

EDC signe un accord avec la BPC

(suite pg 1) servir de catalyseur pour les activités futures », a souligné Stephen Poloz, premier vice-président, Groupe des produits de financement, d'EDC. « Étant donné que la BPC finance aussi des projets du secteur privé, c'est un partenaire précieux pour EDC, qui cherche à étendre la présence des compagnies canadiennes en Angola. »

Dans le cadre du protocole d'entente, EDC fournira jusqu'à un milliard de dollars américains, sous diverses formes de financement, pour des projets entrepris par le gouvernement angolais. Par ailleurs, elle fournira jusqu'à 16 millions de dollars américains pour des projets du secteur privé auxquels la BPC envisagera de contribuer. Le financement d'EDC est sous réserve que des entreprises canadiennes participent aux projets en question.

Depuis 2003, les échanges commerciaux entre le Canada et l'Angola ont été en moyenne de 45 millions de dollars canadiens. Au cours des cinq dernières années, les exportations canadiennes en Angola ont triplé, atteignant plus de 80 millions de dollars canadiens, et l'Angola est devenu une importante source de pétrole brut pour le Canada. Les exportations canadiennes sont tirées par les secteurs des industries extractives, de l'alimentation et des services d'ingénierie, ainsi que par le secteur manufacturier sous diverses formes.

Organisme de crédit à l'exportation du Canada, EDC offre des solutions commerciales novatrices pour aider les exportateurs et les investisseurs canadiens à réussir sur les marchés mondiaux. Chaque année, quelque 7 000 entreprises canadiennes et leurs clients étrangers tirent profit de ses connaissances et de ses partenariats pour faire des affaires sur environ 200 marchés. Société financièrement autonome, EDC est un chef de file reconnu dans l'établissement de rapports financiers et l'analyse économique. Elle figure parmi les 100 meilleurs employeurs du Canada depuis huit ans.

www.edc.ca

La Coopérative Éducation internationale remporte un contrat au Burundi

Au mois de juillet 2008, Éducation internationale a remporté un contrat au Burundi, dans le cadre du Projet d'Appui à la Reconstruction du Système Éducatif Burundais (PARSEB). Le projet vise à évaluer les besoins de formation des enseignants, directeurs d'écoles et inspecteurs, à évaluer le matériel de formation déjà disponible, à déterminer les contenus de formation devant être dispensés en classe et ceux devant l'être en formation à distance et enfin, à revoir l'organisation logistique des formations en classe. Le projet a été réalisé durant les mois de juillet et août 2008 par Éducation internationale à la satisfaction générale des intervenants burundais.



www.education-internationale.com

Trois victoires pour des projets de TFO Canada en Afrique!

TFO Canada (Bureau de promotion du commerce Canada) qui gère déjà plusieurs projets financés par l'ACDI présentement en cours au Ghana et en Zambie, étend maintenant ses activités grâce à trois nouveaux projets qu'il entreprend sur contrat avec des partenaires africains. En juin, TFO Canada a obtenu un contrat de formation du gouvernement sud-africain (Département du commerce et de l'industrie) pour fournir de la formation sur l'attraction de l'investissement et le développement des exportations pour les représentants économiques étrangers sud-africains (l'équivalent des "délégués commerciaux" du Canada). Et puis, en juillet, TFO Canada a remporté un appel d'offres offert par le gouvernement tunisien afin d'aider les industries tunisiennes à développer des plans de développement des exportations pour le marché canadien.

En plus de cela, en mai dernier, TFO Canada a signé un contrat pluriannuel pour soutenir la mise en oeuvre continue du projet Design Africa qui a commencé en 2006 (www.designafrica.ca). L'initiative originale provient du Programme d'Appui au Renforcement des Capacités de Commerce International au Service de l'Afrique (PACCIA) dont la capacité a baissé en début de cette année. Toutefois, cette prolongation du projet, qui continue jusqu'en 2011, est maintenant financée par le gouvernement sud-africain pour le bénéfice des producteurs artisanaux dans le secteur de l'ameublement haut de gamme provenant de tout le continent. Jusqu'à aujourd'hui, des compagnies d'Éthiopie, du Ghana, du Mali, du Sénégal, de l'Afrique du Sud, du Swaziland et de Zambie ont été impliquées. Le projet qui comprend des expositions internationales a commencé au Salon International du Design Intérieur de Montréal (SIDIM) et prévoit maintenant de passer dans des expositions commerciales similaires à Paris et à New York, et également en Afrique. Le projet a débuté à Johannesburg le mois dernier au cours de l'exposition Decorex, où le kiosque d'exposition de Design Africa (photo ci-dessous) a reçu le prix du meilleur kiosque de l'exposition.

www.tfocanada.ca



Projet d'Investissement dans les Transports à Madagascar

CPCS a récemment obtenu un contrat du gouvernement de Madagascar pour développer un cadre de PPP pour l'établissement d'une plate-forme multimodale de logistique près d'Antananarivo. Le projet facilitera le transport via chemin de fer et camion sur le couloir de Toamasina-Antananarivo qui lie le port principal du pays avec sa capitale.



CPCS entreprend une évaluation de la faisabilité technique, financière et institutionnelle de l'établissement d'une plate-forme multimodale de logistique à proximité d'Antananarivo.

Le transport le long du couloir de Toamasina-Antananarivo est crucial pour le développement économique de Madagascar et ce projet de port terrestre fait partie du Plan d'Action Madagascar promu par le Président du pays qui comprend une importante composante sur l'infrastructure. La plupart des importations et exportations du pays tout comme le trafic domestique sont dirigés le long de cet axe et, en dépit d'une croissance décevante de 2003 à 2007, on projette que ce trafic augmentera de manière significative dans les années à venir.

Précédemment, CPCS a agi en tant que conseiller en transaction dans la concession de la ligne ferroviaire de Toamasina-Antananarivo-Antsirabe qui a permis à ce que le chemin de fer redevienne une alternative viable au transport par camion sur ce couloir.

L'importance stratégique d'avoir deux moyens de déplacement de marchandise entre le port et la capitale d'Antananarivo est mise en évidence lorsqu'il y a une interruption d'un ou des deux moyens de transports sur ce couloir comme ce fut le cas avec le récent passage du cyclone Ivan.

Actuellement, les seules interfaces opérationnelles d'Antananarivo reliant le chemin de fer et la route sont à la station principale de Madarail à Soarano pour les dépôts généraux de cargaison et LP (Logistique Pétrolière). Madarail gère approximativement 25% de produits pétroliers de la LP pour le moment et moins de 15% de l'ensemble des cargaisons, en grande partie parce que leur capacité est limitée par la réhabilitation continue des infrastructures de la voie ferrée, et par les restrictions

sévères sur la vitesse dans les zones qui doivent être rénovées et sur le nombre actuels de véhicules ferroviaires. La majorité du programme de réhabilitation des infrastructures de la voie ferrée devrait être complétée d'ici 2009 et de nouvelles, plus puissantes locomotives ont d'ores et déjà été mises en service au cours des dernières semaines.

Les voitures, les autobus et les "taxi-brousses" transportent des passagers sur ce couloir. Le réseau de "taxi-brousse" est très vaste et permet la circulation des personnes (et de certains produits) tout au long de la campagne. Il existe déjà des plates-formes de transfert de passager (gares routières) autour d'Antananarivo pour que les passagers puissent être transférés des taxi-brousses aux modes de transports urbains tel les minibus et taxis.

Bien que l'on s'attende à ce qu'une partie des cargaisons portées par les taxi-brousses soit livrée ou ramassée aux/ou provenance des entrepôts à proximité de la plate-forme intermodale proposée, la plate-forme intermodale n'aura pas une fonction de transport de passager et sera consacrée au transfert de chargements lourds et en particulier de conteneurs.

L'emplacement initialement choisi pour la plate-forme intermodale est maintenant attribué pour la réhabilitation des personnes déplacées par le droit de passage de Madarail et d'une gare routière additionnelle.

La ville limite l'accès à la ville pour les gros camions qui peuvent seulement entrer dans la ville pendant la nuit lorsque le trafic est faible. La cargaison générale doit être transférée aux petits camions de livraison pour la livraison pendant le jour ou être livrée la nuit.

Le développement d'une plate-forme logistique intermodale efficace et rentable près d'Antananarivo, fournissant des services logistiques intermodaux, contribuera dans une large mesure à accroître l'efficacité et la rentabilité du transport dans la région, et permettra la création de retombées bénéfiques et positives pour l'ensemble du pays.

Le projet, qui résultera en une analyse de faisabilité, ce qui comprendra l'identification des options pour la participation du secteur privé, devrait être complété à l'automne 2008.

www.cpcstrans.com



Promouvoir les exportations du Burkina Faso

Consultation Contacts Monde, en collaboration avec Genivar et Yirvouya conseils et développement ont été choisis pour réaliser la formulation d'une stratégie nationale de promotion des exportations et de restructuration du dispositif institutionnel de l'Office du commerce extérieur du Burkina Faso. Les enjeux du mandat exigent de travailler avec des experts internationaux du plus haut niveau et de présenter au PACDE (Projet d'Appui à la Compétitivité et au Développement de l'Entreprise) une multiplicité de points de vue sur les techniques de promotion des exportations. Pour répondre à cette exigence, nous avons établi des partenariats avec les organisations suivantes :



- Le Conseil Canadien pour l'Afrique

- Le Regroupement des Professionnels de l'Exportation

Avec ces organisations, nous pourrions, entre autres, créer au besoin un benchmarking ou une étude comparative de leurs stratégies. Nous pourrions aussi bénéficier de leur rôle de conseiller au niveau des "meilleures pratiques" à implanter. La méthodologie est basée sur la maximisation de l'implication des experts locaux, et ce pour deux raisons. Premièrement, pour permettre le meilleur arrimage possible entre la réalité-terrain et l'expertise locale (les experts locaux étant les mieux placés pour évaluer l'information se rapportant à des caractéristiques locales). Deuxièmement, compte tenu du court délai accordé pour réaliser le mandat, le fait de maximiser la participation d'experts locaux permettra d'augmenter l'efficacité du projet à long terme.

www.contactmonde.ca

Tanzanie - Accord sur l'exportation maritime de Gaz Naturel Comprimé

Artumas Group Inc. (OSE : AGI) est heureux d'annoncer que le gouvernement de la République Unie de Tanzanie a donné l'approbation à



ARTUMAS
GROUP

Artumas de mener à terme les négociations avec les parties concernées pour l'exportation de gaz naturel comprimé (GNC) afin d'attirer des clients à Mombasa, Kenya.

L'approbation permet à AGI d'aller de l'avant afin de conclure les accords de projet, y compris des accords à long terme sur la vente de gaz avec les clients et des accords sur les services de transport avec l'expéditeur de GNC. La conclusion de ces accords commerciaux soutiendra la planification d'activité en cours qui appuie le commencement du programme de forage dans le 4ème quart de 2008.

Stephen W. Mason, PDG, a déclaré "Pendant la dernière année Artumas a travaillé en étroite coopération et collaboration avec ses partenaires de travail d'intérêts, la Tanzania Petroleum Development Corporation (TPDC) et le gouvernement de la Tanzanie afin de déterminer l'utilisation optimale du grand nombre de ressource en gaz naturel situé dans la partie du bassin de Rovuma en Tanzanie. La stratégie de commercialisation implique de garder un équilibre entre les exigences domestiques de la Tanzanie et les opportunités d'exportations. L'accord sur l'exportation de GNC reflète la vision et la prévoyance du gouvernement de la Tanzanie, et représente une preuve supplémentaire de la confiance tenue par le gouvernement en les capacités d'AGI à exécuter ses engagements. Je suis très heureux d'annoncer cet important pas vers l'avant dans la commercialisation des ressources en gaz de Mnazi Bay Concession, suivant de près le gouvernement de Tanzanie pour approuver la conclusion des négociations concernant la proposition du développement d'un projet de production d'électricité à grande échelle à Mtwara. Ces événements ont ouvert la voie à la compagnie afin qu'elle atteigne d'importants flux d'argent d'ici 2011. Je souhaite offrir ma sincère gratitude aux actionnaires d'Artumas pour leur patience en permettant à la gestion de franchir cette étape importante.

www.artumas.com

Cowater International améliore la gouvernance de l'eau en Afrique

À travers deux projets différents effectués au nom de la Banque Africaine de Développement (BAD), la Facilité Africaine de l'eau (FAE) et le Conseil des Ministres Africains sur l'Eau (CMAE), Cowater International Inc, basé



COWATER

à Ottawa, joue un rôle de catalyseur en améliorant la gouvernance de l'eau en Afrique.

À travers les huit mois d'analyse du Pan African Water Sector Monitoring and Evaluation (M&E), Cowater a fourni au FAE un outil pour évaluer "qui fait quoi, où et comment" dans le contrôle et l'évaluation des secteurs de l'approvisionnement et de la gestion de l'eau sur le continent africain. Cowater a également développé un cadre global et un plan d'action pour soutenir le renforcement et l'harmonisation coordonnés du secteur M&E de l'eau pour les années à venir, en commençant par l'évaluation comparative approfondie de ces systèmes au niveau des pays en utilisant un modèle d'évaluation pragmatique rapide développé par l'équipe de Cowater. Des études sur le terrain et évaluations ont été effectuées au Congo-Brazzaville, au Malawi, au Sénégal, en Tunisie et en Ouganda. Les recommandations de Cowater seront discutées lors d'une réunion d'un groupe de travail M&E de haut niveau à Tunis en Septembre, après quoi l'initiative de renforcement de la prochaine phase de l'FEA /CMAE dirigée par M&E débutera.

Cowater effectue également une étude de cinq mois pour la BAD, informée par des recherches sur le terrain au Burkina Faso, Kenya, Malawi, Sénégal, Afrique du Sud et Ouganda, pour passer en revue et analyser la gouvernance du secteur de l'eau en Afrique. Cowater produit des directives et des indicateurs qui seront utilisés par les responsables des prêts de la BAD dans l'évaluation des projets et caractérise l'état de la gouvernance du secteur de l'eau dans les pays régionaux membres pour l'appui de la préparation et de l'évaluation des programmes du secteur de l'eau financés par la BAD.

Pour de plus amples informations sur ces initiatives, veuillez contacter Alan Wilson à awilson@cowater.com

www.cowater.com

Approbation et augmentation de la facilité d'emprunt de Orezone Essakane

Le 14 août 2008, Orezone Resources Inc. (TSX : OZN) (AMEX : OZN) a annoncé que Bayerische Hypo- und Vereinsbank AG, un membre de UniCredit Group (" HVB "), et Standard Bank of South Africa Ltd ont



reçu les approbations de crédit finales relatives à la souscription et à la fourniture d'une

facilité d'emprunt de 300 M\$ US et d'une facilité de 30 M\$ couvrant les dépassements de coûts éventuels pour le projet aurifère Essakane de Orezone au Burkina Faso, en Afrique de l'Ouest.

Le montant de la facilité combinée, de 330 M\$ US, est considérablement plus élevé que le montant de 250 M\$ initialement prévu, chaque banque ayant souscrit un montant supplémentaire équivalent. La tranche commerciale de 175 M\$ US, souscrite par HVB a une durée de 7 ans. La tranche de 175 M\$ US de Export Credit Insurance Corporation, souscrite par Standard Bank, a une durée de 8 ans. En outre, chaque

banque s'est engagée à fournir une facilité de 15 M\$ US pour couvrir les dépassements de coûts éventuels. Aucune des deux tranches est prioritaire et elles feront toutes deux l'objet de prélèvements proportionnels. Aux taux courants du marché, le taux d'intérêt annuel global pour la facilité combinée, y compris les primes d'assurance-risques politiques, devrait être inférieur à 8 %.

Standard Bank a aussi accepté de fournir à Orezone une facilité de crédit-relais de cinq mois, d'un montant de 40 M\$ US, au taux interbancaire offert à Londres, majoré de 4 %. La société entend conclure la facilité de crédit-relais dans un délai de 10 jours et effectuer des prélèvements afin de poursuivre la construction du projet.

Orezone Resources a été conseillée dans le cadre de cette opération par une équipe de Fasken Martineau dirigée par John Torrey et comprenant, entre autres, Louise Vaillancourt-Châtillon, Tom Wexler et Daye Kaba.

www.orezone.ca

La Fédération *Le Levier* accueille Adeline Zongo, du Burkina Faso

Du 3 au 10 juin 2008, la Fédération *Le Levier*, qui regroupe 14 caisses populaires haïtiennes, accueillait la Partenaire Exceptionnelle 2007 de Développement international Desjardins (DID), Mme Adeline Zongo, directrice générale de la Caisse populaire de Cissin au Burkina Faso.

Cette rencontre a concouru à l'un des objectifs de Proxfin, soit de favoriser les échanges entre les réseaux partenaires. Proxfin est un réseau international d'échange et de réflexion qui regroupe près de 30 institutions de finance de proximité ainsi que DID.



Mme Adeline Zongo, directrice générale de la Caisse populaire de Cissin au Burkina Faso

Diversifiés et riches, les échanges ont été nombreux entre Mme Zongo et les gestionnaires rencontrés à la Fédération ainsi que dans les caisses. Les défis technologiques de même que les modes de fonctionnement pour assurer une saine gestion des entités de base ont d'ailleurs été au cœur de plusieurs discussions. De plus, les différences entre les réseaux de caisses populaires en Haïti et au Burkina Faso en ce qui a trait à la configuration du système financier et à la législation ont donné lieu à plusieurs échanges.

M. Jocelyn St-Jean, directeur général de la Fédération *Le Levier*, a accueilli

Mme Zongo et s'est dit très heureux d'avoir accueilli la directrice d'une grande caisse populaire africaine chez lui. " En cette ère de globalisation, de telles activités créent beaucoup plus de motivation et de détermination chez les dirigeants des structures de base, pour mieux servir leur communauté, et se fidéliser davantage à leur faitière. "

Les liens tissés entre ces gestionnaires d'institutions membres de Proxfin, sauront certainement durer au fil du temps et permettre d'autres échanges qui contribueront à stimuler l'avancement du secteur de la microfinance tant au Burkina Faso qu'en Haïti.

www.desjardins.com

Les technologies et la gestion des ressources humaines, des enjeux stratégiques pour les gestionnaires du secteur financier

Dans les derniers mois, deux séminaires ont été présentés par Développement international Desjardins (DID) en Afrique francophone et ont contribué au perfectionnement des experts nationaux du secteur de la microfinance. Ces rendez-vous ont été rendus possibles grâce au projet TANDEM (Transfert et Accompagnement National pour le Développement d'une Expertise en Microfinance) de DID.

Du 2 au 4 avril se tenait à Dakar un séminaire technologique qui se voulait à la fois formateur, informatif et interactif. Ainsi, un mélange de présentations techniques, d'ateliers et de conférences étaient au menu. L'objectif final était d'en ressortir avec une vision partagée des différents enjeux abordés. Des représentants de 10 réseaux d'institutions de microfinance d'Afrique de l'Ouest ainsi que de la Confédération des institutions financières (CIF) étaient présents. Les conclusions ont porté sur l'importance, pour les partenaires de DID, de développer des technologies qui soient orientées vers le service aux membres et intégrées aux systèmes déjà en place.



Les participants au séminaire « La gestion des ressources humaines », à Dakar

Intitulé " Un atout pour relever le défi de la croissance ! ", le second séminaire visait à sensibiliser les gestionnaires d'institutions de finance de proximité à l'importance de la bonne gestion des ressources humaines et de l'aide au développement des compétences. L'événement se tenait à Dakar, du 18 au 20 juin dernier. Les séminaires stratégiques offerts par DID s'inscrivent dans une vision intégrée de la formation au sein des institutions de finance de proximité.

www.desjardins.com

IRD augmente sa présence globale avec une nouvelle filiale au Nigéria

Saskatoon, SK. 16 septembre 2008 - International Road Dynamics Inc. (IRD) a annoncé aujourd'hui qu'une nouvelle filiale était née: International Road Dynamics Africa Limited dans la République Fédérale du Nigéria.



Cette nouvelle entreprise augmente la présence globale d'IRD, et rejoint les opérations possédées de manière exclusive ou partielle au Canada, États-Unis, Chine, Brésil, Mexique, Inde et Chili.

"Avec le nombre croissant de projets d'infrastructure au Nigéria, et le besoin de péages et de systèmes de contrôle de poids, nous croyons que c'est une excellente occasion d'accroître notre présence dans le pays et de proposer notre expertise en assistant ces projets," a commenté M. Terry Bergan, le Président et Directeur Général d'IRD.

M. Bergan a continué : " Les gouvernements du monde entier reconnaissent qu'investir dans les infrastructures de leur pays, incluant la

construction et protection de leurs autoroutes et routes, est la clé de la croissance économique. La capacité d'IRD à concevoir, installer et maintenir des systèmes de transport intelligents, sophistiqués, fonctionnels et rentables, nous positionne solidement afin de participer à ce marché global en croissance rapide."

IRD est une compagnie technologique de gestion du trafic sur les autoroutes et routes se spécialisant dans la fourniture de produits et systèmes vers l'Industrie de systèmes de transport intelligents (STI). IRD est une compagnie nord-américaine basée à Saskatoon, Saskatchewan au Canada avec des bureaux de ventes et de services dans l'ensemble des États-Unis et outre-mer. Les entreprises privées, agences de transport et les autorités pour les routes à travers le monde, utilisent les produits et systèmes avancés de l'IRD afin de contrôler et protéger leurs infrastructures routières.

www.irdinc.com

Séminaire Affaires et Développement (Suite)

(suite page 1) en plus impliquées dans l'intégration du développement au sein du milieu des affaires.

Dans notre bulletin nous avons voulu vous retracer plusieurs des divers sujets et discussions qui ont été évoqués lors de cet évènement.

Tout d'abord, Michel Côté, tout juste nommé président du conseil d'administration de CCAfrique, a donné un discours d'introduction qui a très bien lancé la journée. Il a en effet présenté les raisons et les preuves qui font que **le développement, à la différence d'il y a plusieurs années, est désormais une dimension que toute organisation doit inclure dans son plan d'action lorsqu'elle veut faire des affaires en Afrique**, une vision qui sera toujours appuyée par CCAfrique. Peter Hall, vice-président et économiste principal à Exportation et Développement Canada, a



élaboré une présentation d'ouverture très informative qui elle a démontré comment les liens d'affaires entre le Canada et l'Afrique ont énormément augmenté ces dernières années. Il a ajouté qu'il était très important de créer des associations solides avec les banques africaines et les entreprises locales afin de partager le risque et de maintenir un environnement local stable.

Dans la première plénière, Jeffrey Sturchio, président du conseil d'administration du Corporate Council on Africa et vice-président chargé de la responsabilité corporative à Merck and Co Inc, a commencé par une excellente citation du World Business Council for Sustainable Development: **"Les affaires ne peuvent pas réussir dans une société qui échoue"**, citation qu'il a par la suite étayée et expliquée. Il a alors montré comment l'Afrique a remodelé son économie et comment cela lui a permis d'avoir une année de tous les records notamment en ce qui concerne la qualité des réformes mises en place au sein des pays africains avec 3 pays africains dans les dix réformateurs principaux du monde selon le rapport 2009 de la Banque Mondiale. Facilitant les discussions tout au long de la journée, le président de CCAfrique Lucien Bradet a précisé dans son discours le fait que les associations entre les bailleurs de fonds, les ONG et le secteur privé sont aujourd'hui presque inexistantes et que cela doit être évoqué, favorisé et développé.

Finissant la session du matin, le très honorable Paul Martin, qui a notamment co-présidé le panel consultatif de haut niveau chargé de conseiller la BAfD (Banque Africaine de Développement) sur sa vision stratégique, a alors donné un discours passionnant sur le développement de l'Afrique et **pourquoi le continent doit suivre la route qui le mènera vers un marché africain commun**. Créer et pérenniser une classe moyenne, tirer profit de la grande et jeune population africaine qui sera le futur de notre monde ainsi que l'importance de participer à l'échiquier mondial à travers une voix et non cinquante-trois sont parmi les exemples que Monsieur Martin a donnés à l'assemblée prouvant que l'idée d'un marché commun est une solution à envisager sérieusement. Au cours d'une longue période de discussion, Monsieur Martin a souhaité souligner que "ceci est une occasion unique; discuter avec vous aujourd'hui a une valeur très importante". Parmi les sujets discutés, Monsieur Martin a expliqué

notamment que la Chine apporte beaucoup de choses positives en Afrique autre que son argent, elle crée une certaine concurrence pour les pays occidentaux qui obligera chacun à réaliser un meilleur travail et un travail plus responsable de sorte que les pays de l'Afrique tireront bien des bénéfices de leurs activités respectives. Beaucoup d'excellentes idées ont également été évoquées par les participants sur la façon dont le marché commun devrait être porté par des projets spécifiques et des organismes.

Pendant l'après-midi, six discours très complémentaires ont donné différents points de vue sur la façon de favoriser le développement et de le mettre en application avec succès directement à l'intérieur de l'activité propre d'une organisation. Comment la Fondation BDA essaie de façonner l'expertise locale dans la production de plantes médicinales (discours de Réjean Frenette, vice-président), comment Rio Tinto Alcan se concentre de plus en plus sur l'impact que la compagnie a sur les communautés locales (discours de Mathieu Bouchard, vice-président), comment CARE Canada en étant à l'origine une ONG d'urgence et une organisation humanitaire se tourne de plus en plus vers des projets de développement économique local (discours de Masood Shariff, vice-président). Tous ces exemples criants ont bien réussi à montrer comment les organisations parviennent à **intégrer le développement comme un objectif stratégique de premier plan**. Et finalement Zahid Torres-Rahman, directeur de Business Action for Africa, une organisation britannique très dynamique, Fadima Touré-Diallo, vice-présidente de SNC Lavalin et Anne Gaboury, présidente de Développement International Desjardins ont ouvert l'auditoire à beaucoup de nouvelles approches quant à la façon de faire des affaires en Afrique et de s'assurer que ces dernières aient un impact positif sur le macro et le micro développement de l'Afrique.

Nous sommes très heureux du succès de cet évènement, de tous les commentaires positifs que nous avons reçus et nous voudrions remercier chaudement les conférenciers pour leurs excellentes présentations ainsi que tous les participants pour leur appui et leur enthousiasme. Comme M. Torres-Rahman a conclu, **"Nous avons beaucoup avancé; cette dernière semaine représente une grande percée pour tous les donateurs et les entreprises actives en Afrique"**. Nous espérons que CCAfrique a placé une autre petite brique dans la grande construction du développement en Afrique et dans l'intégration du développement en tant qu'activité souche des entreprises canadiennes. Nous nous tournons désormais vers l'avenir afin d'organiser d'autres évènements qui aideront à accomplir et faire grandir cette mission.



[de gauche à droite]: Zahid Torres-Rahman, Directeur, Business Action for Africa; Lucien Bradet, Président, Conseil Canadien pour l'Afrique (CCAfrique); Le Très Honorable Paul Martin, ex-Premier Ministre du Canada; Jeffrey Sturchio, Président du Conseil, Corporate Council on Africa (CCA)

Afrique Francophone (Suite)

Centre de la Francophonie des Amériques, a donné un discours d'ouverture très inspirant sur l'Afrique présente et future.

Il a souligné que la bonne gouvernance était évidemment importante mais que ce sont surtout les infrastructures qui la supportent qui doivent être mises en place de manière constructive et efficace. Il a montré comment l'Afrique est aujourd'hui redevenue un continent stratégique, les partenariats s'accroissant et le flux de capitaux augmentant et se diversifiant puisqu'ils proviennent désormais d'investisseurs des quatre coins du monde. La présentation de Monsieur Roy a également montré que la Chine n'est certainement pas simplement une menace pour l'Afrique, elle apporte des fonds mais aussi des infrastructures sur le long terme, elle construit des villes entières et se préoccupe de plus en plus des problèmes locaux. **L'Afrique doit dans le futur continuer sa réforme fiscale et économique, axer sa stratégie sur la redistribution durable des richesses, prendre les commandes de son économie et devenir encore une fois un continent d'exportation de premier ordre** non seulement dans le secteur pétrolier mais également dans beaucoup d'autres secteurs.

Durant les sessions de la matinée, le Président de Madagascar Son Excellence Marc Ravalomanana a examiné les liens économiques croissants entre le Canada et son pays et a également démontré que Madagascar est un marché porteur notamment dans l'industrie laitière et le secteur minier. C'était ensuite au tour du Premier Vice-Président du Burundi Son Excellence Yves Sahinguvu de prendre place sur l'estrade pour exprimer son désir de faire du Burundi un des chefs de file de l'Afrique occidentale. Il a également parlé des **différentes collaborations qui aideront la stabilité et la croissance de l'Afrique ; les regroupements régionaux qui tendent à avancer vers les États Unis d'Afrique, la collaboration entre les pays du Nord et du Sud, mais également la collaboration entre la société civile et le secteur privé.** En conclusion, le Ministre de l'économie du Cameroun, Monsieur Louis-Paul Motazé, célèbre pour son rôle dans le rétablissement de la sécurité sociale et des

pensions du Cameroun, a donné un discours décrivant la stabilité du Cameroun mais également les opportunités qui se présentent dans le pays en matière d'agroalimentaire, de manufacture et de tourisme.

Au déjeuner, Son Excellence le Président du Burkina Faso Blaise Compaoré a expliqué que **la crise financière globale abaissera mais**

ne détruira certainement pas le développement économique de l'Afrique et que beaucoup de projets positifs sont en cours. Il a également



S.E. Marc Ravalomanana, Président de la République de Madagascar

déclaré que le Burkina Faso a un rôle très important à jouer en l'Afrique de l'Ouest mais également sur tout le continent. Commençant les sessions de l'après-midi, le Premier Ministre du Niger Son Excellence Seini Oumarou, a décrit les secteurs agroalimentaire et minier en pleine expansion au Niger mais également la diversité économique, culturelle et géographique du pays. Son Excellence Bernard Makuza, Premier Ministre du Rwanda, a élaboré un discours très intéressant sur l'histoire du Rwanda et comment le pays est sorti de la guerre civile pour devenir aujourd'hui l'un des pays les plus étudiés en Afrique et dans le monde pour ses réformes politiques et économiques. Pour clore la

journée, Son Excellence Ahmed Tidiane Souare, Premier Ministre de la Guinée s'est concentré sur l'économie croissante de son pays. Cette économie attire de plus en plus d'investisseurs chaque année pour son potentiel hydro-électrique, son industrie minière mais également pour son secteur agricole très intéressant avec seulement 25 pour cent du territoire cultivable exploités et une possibilité de faire pousser quasiment n'importe quoi dans ce pays à la terre très fertile.

D'une manière générale, en regroupant plus de 500 participants, y compris les **ex-premiers ministres du Canada et du Québec le très honorable Paul Martin et Monsieur Bernard Landry, ainsi que le maire de Montréal Monsieur Gérald Tremblay**, et en organisant des réunions privées pour des compagnies et des organismes canadiens de sorte qu'ils puissent directement s'entretenir avec les différents Chefs d'Etats et délégations, cet événement a été un succès et un accomplissement majeur pour CCAfrique. Nous voudrions remercier nos commanditaires pour leur fidélité, le CORIM qui nous a apporté une aide très efficace, les ambassades africaines respectives pour leur collaboration précieuse et naturellement tous les participants et membres de délégations. C'était en effet une expérience véritablement unique qui, nous l'espérons, guidera et renforcera les liens et les partenariats futurs entre le Canada et l'Afrique francophone.

L'Afrique Francophone : une économie en pleine croissance



[De gauche à droite] Lucien Bradet, PDG, Conseil Canadien pour l'Afrique; S.E. Blaise Compaoré, Président du Burkina Faso; Pierre Lemonde, PDG, CORIM

FMI (Suite)

(suite page 1) donne les raisons, les faits et les chiffres soulignant que les pays africains commencent à montrer non seulement une croissance mais également une réelle stabilité économique et financière.

"Plusieurs pays africains dont les marchés financiers connaissent un essor susceptible d'attirer les investisseurs financiers institutionnels ont toutes les chances de faire partie de la deuxième génération d'économies émergentes.

Les mêmes évolutions cruciales qui annonçaient l'arrivée de ces investisseurs sur les marchés émergents dans les années 80 s'observent aujourd'hui en Afrique subsaharienne: la croissance décolle, son principal moteur est le secteur privé et les marchés financiers s'ouvrent"

L'article nous passe en revue la définition d'un marché émergent, ses prérequis et critères nécessaires puis il démontre comment ces huit pays africains subsahariens présentent exactement ce type de profil. **Les pays africains se sont énormément améliorés dans leur gestion de la balance commerciale** et ainsi dans la manière dont les importations et exportations influent sur leur économie.

"La capacité de préserver la croissance est un signe de résistance de l'économie et de rupture avec le passé. (...) Dans plusieurs pays, la baisse globale des prix à l'exportation par rapport aux prix des importations, s'est paradoxalement doublée d'une croissance très soutenue."

Afin de confirmer l'idée que les pays africains subsahariens sont les prochains marchés émergents, le FMI compare ces pays aux tigres asiatiques des années 80. **Cette évaluation non seulement prouve que les**

Progression dans le classement

Les marchés émergents d'Afrique subsaharienne soutiennent la comparaison avec les économies émergentes de la première génération.

	ANASE ¹	Afr. sub. ²
	1980	2007
PIB (croissance annuelle, %)	7,5	6,9
Inflation (IPC annuel, %)	16,5	7,3
Profondeur financière ³	28,9	29,1
Taille des administrations pub. ⁴	11,0	22,1
Réserves internationales ⁵	3,1	9,4
Dettes ⁶	27,0	12,0
Investissement direct étranger ⁶	1,3	4,8
Entrées de cap. de portefeuille ⁶	0,1	0,3

Source : FMI, *Perspectives de l'économie mondiale* (avril 2008).

¹Indonésie, Malaisie, Philippines, Thaïlande et Singapour.

²Botswana, Ghana, Kenya, Mozambique, Nigéria, Ouganda, Tanzanie et Zambie.

³Masse monétaire en pourcentage du PIB.

⁴Dépenses publiques en pourcentage du PIB.

⁵En pourcentage des importations de l'année suivante

⁶En pourcentage du PIB.

pays africains sont comparables à leurs cousins asiatiques mais qu'ils présentent des chiffres et dispositions même supérieurs.

"Ce groupe de pays n'a pas à rougir de la comparaison avec les pays de l'ANASE (tableau). En 1980, l'ANASE enregistrait déjà une forte croissance économique, mais la conjoncture était très différente de ce qu'elle est aujourd'hui et les économies africaines en voie d'émergence sont peut-être moins vulnérables et plus stables que ne l'étaient les membres de l'ANASE. La croissance subsaharienne est soutenue, comme elle l'était en Asie à l'époque. Inférieure à 10 %, l'inflation africaine est en revanche moins importante que celle mesurée dans les pays de l'ANASE il y a vingt ans. En outre, les pays africains se caractérisent par un niveau de réserves internationales élevé et un ratio dette/PIB faible, ce qu'ils doivent notamment à un allègement de leur dette. A contrario, le secteur des administrations publiques est plus important en Afrique qu'il ne l'était dans les pays de l'ANASE."

Dans ses conclusions, l'article reconnaît le fait que **plusieurs pays africains subsahariens représentent une occasion économique incroyable et que l'économie internationale et ses acteurs devraient prendre en considération ce phénomène.** Même s'il y a toujours un certain besoin d'établir une base économique et financière encore plus forte en particulier au sein des banques centrales du continent, il n'y a aucun doute que l'Afrique, avec un accès accru aux capitaux, est en train de devenir le nouveau marché porteur de l'économie mondiale.

Lien vers l'article de *Finances et Développement* (magazine du FMI) :

<http://www.imf.org/external/pubs/ft/fandd/fre/2008/09/pdf/nellor.pdf>

Première visite officielle dans l'Ouest Canadien du nouveau haut-commissaire nigérian

Son Excellence M. Iyorwuese Hagher, haut-commissaire du Nigeria au Canada, a entrepris son premier voyage dans l'Ouest Canadien en septembre dernier, s'arrêtant à Edmonton, Calgary et Vancouver. Trois thèmes ont dominé son voyage : les affaires, l'éducation, et l'immigration. Bien évidemment, ces trois thèmes sont étroitement liés.



Son Excellence Dr. Iyorwuese Hagher, haut-commissaire pour la République Fédérale du Nigéria

Le haut-commissaire Hagher - par le passé ambassadeur du Nigéria au Mexique, sénateur nigérian, et plus spécialement, dramaturge et universitaire accompli - a présenté ses lettres de créances à la gouverneure générale Michaëlle Jean cet été. Il a établi un certain nombre de priorités incluant ressusciter la Commission économique commune Canada-Nigéria et améliorer une situation trop souvent problématique de visa, particulièrement pour que les gens d'affaires, les étudiants, et les membres de la famille nigériane puisse venir au Canada.

À Edmonton, le gouvernement de l'Alberta a organisé un très vaste programme de visites et de briefings avec les politiciens et départements provinciaux. À Calgary, CCAfrique a organisé la journée, avec une visite au Energy Conservation and Resources Board, une table ronde sur l'éducation, et un déjeuner d'affaires Nigéria-Canada au Fairmont Palliser, parrainé par Nexen avec le haut-commissaire comme conférencier d'honneur. À Vancouver, Access-Nigeria Consultant, membre de CCAfrique, et son responsable Abiola Morgan-Anyakwo ont coordonné l'ensemble de la mission au nom du haut-commissariat, et ont organisé une table ronde sur l'éducation et un déjeuner d'affaires qui a connu beaucoup de succès au Marriott Vancouver Pinnacle Downtown.

Dans ses remarques publiques, le haut-commissaire a souligné qu'il a rencontré d'excellents ambassadeurs pour le Nigéria en Alberta et en Colombie-Britannique : la Diaspora nigériane bien établie ainsi que les chefs de file canadiens en affaires et en éducation pourraient et devraient jouer un rôle déterminant dans l'approfondissement des liens entre le Nigéria et le Canada.

Nominations diplomatiques au Canada

Égypte



Son Excellence monsieur Shamel Elsayed Nasser, ambassadeur désigné de la République arabe d'Égypte lors de sa présentation des lettres de créances au Rideau Hall le 15 septembre 2008.

Malawi



Son Excellence madame Hawa Olga Ndilowe, haut-commissaire désigné de la République du Malawi lors de sa présentation des lettres de créances au Rideau Hall le 15 septembre 2008.

Nominations diplomatiques en Afrique

M. Philip Baker, haut-commissaire de la République du Mozambique



M. Philip Baker (B.Sc. [génie chimique], Université Queen's, 1984; M.B.A., Université Queen's, 1986) a amorcé sa carrière au sein de la fonction publique en 1990. Il a travaillé à Environnement Canada ainsi qu'au Bureau du conseil privé avant d'entrer à l'Agence canadienne de développement international (ACDI) en 2000. Il y a occupé divers postes, notamment ceux de directeur, Division de l'environnement, Bureau de la politique; de directeur général, Division de la politique et de la planification stratégique, Bureau de l'Asie; et plus récemment, de directeur général du programme de l'Afghanistan pendant trois ans. M. Baker est actuellement chef de l'aide et directeur du programme à Maputo, au Mozambique. Lui et son épouse Martina ont deux filles, Danika (13 ans) et Kiana (11 ans). M. Philip Baker succède à M. James Hill.

M. Ferry de Kerckhove, ambassadeur de la République arabe d'Égypte



M. Ferry de Kerckhove (B.Sc.Soc. [économie], 1968; M.A. [relations internationales], Université d'Ottawa, 1970) est entré au ministère des Affaires extérieures en 1973, après avoir servi dans les Forces canadiennes et avoir travaillé au Programme des Nations Unies pour le développement et le Centre québécois de relations internationales. Il a été affecté à Téhéran, à Bruxelles (OTAN) et à Moscou. En 1998, il a été nommé haut-commissaire au Pakistan et en 2001, ambassadeur en Indonésie. À l'administration centrale, il a été affecté aux directions de l'Europe de l'Est et de l'Europe de l'Ouest; il a également été directeur de l'Analyse de la politique économique et commerciale, ainsi que directeur général du Groupe des politiques et des relations fédérales-provinciales. De juillet 2006 à avril 2008, il était également le représentant personnel du premier ministre pour la Francophonie. Il est présentement directeur général, Direction générale des organisations internationales. Il est marié à Louise Côté et le couple a quatre enfants. M. de Kerckhove succède à M. Philip Mackinnon.

Mme Barbara Richardson, ambassadrice de la République du Zimbabwe avec accréditation simultanée auprès de la République d'Angola et haute-commissaire de la République du Botswana



Mme Barbara Richardson (B.A., Université de l'Alberta, 1972) a amorcé sa carrière à l'Université de Calgary en 1974. En 1984, elle est entrée à la fonction publique, à la Commission canadienne des droits de la personne, où elle a été conseillère pour le Programme public et gestionnaire des projets spéciaux, avant d'entrer au ministère des Affaires extérieures et du Commerce extérieur en 1989. Au cours des trois années suivantes, Mme Richardson a occupé les fonctions de planificatrice stratégique à la Direction générale de la gestion ministérielle et au sein de l'Équipe de mise en œuvre de l'examen ministériel. Elle a aussi été analyste des politiques à la Direction générale du personnel. En 1991, Mme Richardson est passée à Emploi et Immigration Canada, où elle a été directrice adjointe de la Planification et de l'Analyse, Groupe du Service international; agente des visas à l'ambassade du Canada aux Philippines, ainsi que directrice de la Direction de l'accès à l'information et de la protection des renseignements personnels. Après avoir réintégré le ministère des Affaires étrangères et du Commerce international en 1999, Mme Richardson a été directrice de la Direction de l'accès à l'information et de la protection des renseignements personnels, et conseillère politique et représentante permanente adjointe auprès du Programme des Nations Unies pour l'environnement et du Centre des Nations Unies pour les établissements humains au haut-commissariat du Canada au Kenya, à Nairobi. Depuis 2005 elle est haute-commissaire du Canada au Bangladesh. Mme Richardson succède à Mme Roxanne Dubé.

4^{ème} Édition de la East African Petroleum Conference

Mombasa, Kenya, 11-13 mars 2009

La 4^{ème} East African Petroleum Conference aura lieu à Mombasa, Kenya du 11 au 13 mars 2009. C'est un événement régional qui couvre le Kenya, l'Ouganda, la Tanzanie, le Rwanda et le Burundi. Le thème principal de la conférence est "Améliorer l'exploration et l'exploitation de pétrole et de gaz en Afrique de l'Est". Il fournira une excellente occasion de s'engager et de développer son propre réseau au sein des professionnels et des décideurs principaux du secteur pétrole et gaz de la région. Pour plus de détails, visitez www.eapc09.org. Le Haut Commissariat canadien à Nairobi aura un kiosque d'information à la conférence.. Les compagnies canadiennes intéressées à participer peuvent entrer en contact avec: Benjamin Wamahu, Haut-Commissariat canadien au Kenya, Téléphone : +254-20-3663355 ; Fax : +254-20-3663916 ; Email : benjamin.wamahu@international.gc.ca; www.nairobi.gc.ca www.eapc09.org



eLearning Africa - 4^{ème} Conférence Internationale Consacrée aux TIC Appliquées au Développement, à l'Enseignement et à la Formation

Darak, Sénégal, 27-29 mai 2009

eLearning Africa est la plus grande conférence consacrée aux technologies de l'information et de la communication (TIC) appliquées au développement, à l'enseignement et à la formation à être organisée sur le continent africain. Sa mission est de rapprocher les personnes activement impliquées dans l'enseignement et la mise en œuvre des technologies pédagogiques au sein des établissements scolaires, des universités ainsi que dans la formation continue au sein des entreprises et du secteur public. Les participants sont des décideurs de haut niveau, notamment des ministres de l'éducation, des représentants d'agences gouvernementales, d'organisations non-gouvernementales (ONG), d'agences de développement et d'organisations internationales, ainsi que des chefs d'entreprise et de nombreux experts venant du monde de l'éducation et de la formation. www.elearning-africa.com



African Business Expo

Toronto, Canada, 29-30 mai 2009

C'est avec grand plaisir que nous vous présentons la prochaine édition de African Business Expo, dont le thème est " L'Afrique: Ouverte aux Affaires " C'est une occasion passionnante d'apprendre et d'explorer les opportunités commerciales des pays africains et de présenter ce que votre compagnie peut offrir. Augmentez la visibilité de votre organisation avec cette exposition et découvrez les stratégies efficaces pour s'implanter dans le marché africain. Vous rencontrerez de nombreux dirigeants de compagnies, d'industries, du domaine des ressources humaines et du gouvernement et serez en mesure de développer votre réseau d'affaires. Vous bénéficierez d'une approche concrète et efficace sur la façon d'aborder l'environnement commercial et de comprendre les attentes du gouvernement. Exposez à l'Expo et:

- Générez des ventes et des opportunités d'investissements futures ou immédiates
- Faites partie d'une occasion unique de présenter vos produits et services
- Maximisez l'exposition de votre compagnie et de ses activités
- Échangez avec d'autres chefs du monde gouvernemental et des affaires

www.africanbusinessexpo.com



Offshore West Africa Conference & Exhibition

owa09.events.pennet.com

Abuja, Nigéria

27-29 jan. 2009

Investment in Telecom Africa 2009

www.fleminggulf.com

Johannesburg, Afrique du Sud

3-4 fév. 2009

10th Southern Africa Energy Week 2009

www.petro21.com

Johannesburg, Afrique du Sud

10-12 fév. 2009

World Economic Forum on Africa

www.weforum.org

Cape Town, Afrique du Sud

10-12 juin 2009

Les opportunités en commerce et investissement :L'Afrique de l'Est - un marché, une destination

17-21 novembre 2008

Ces séminaires permettront d'explorer de nouvelles opportunités d'investissement et de partenariat à travers l'Afrique de l'Est, notamment le Rwanda, le Kenya, la Tanzanie, l'Ouganda et le Burundi. Les experts invités étudieront les démarches de l'Afrique de l'Est vers un marché unique de 145 millions de citoyens, un marché potentiel estimé à 30 milliards de dollars US. La conférence servira également à identifier les meilleurs investissements apportant une réelle création de richesse dans la région.



Dans chaque ville, il y aura un atelier où chaque pays fera une présentation des besoins et des opportunités qui s'offrent aux Canadiens pour travailler dans ces régions. La délégation se composera d'invités de marque de chacun des pays qui seront disponibles pour des réunions individuelles pendant le séminaire et le jour suivant.

Mission économique: Tunisie et BafD

1-2 décembre 2008

Le Conseil canadien pour l'Afrique, en collaboration avec l'Ambassade du Canada à Tunis, est fier de confirmer l'organisation d'une mission sur le commerce et l'investissement à la Banque africaine de développement à Tunis, du 1^{er} et 2 décembre 2008. La mission visitera également le Cameroun à partir du 4 décembre



Les principaux objectifs de la mission sont d'affûter les connaissances des organisations et firmes canadiennes sur l'immense potentiel commercial qu'offre la Banque via les projets qu'elle finance ou qu'elle appuie en plus de renseigner les dirigeants de la Banque sur la qualité et la compétitivité des produits et services canadiens dans plusieurs secteurs.

Suites aux visites, table rondes et rencontres personnelles avec les membres de la BAD, la mission se dirigera à Yaoundé pour l'un des plus grands rassemblements d'affaire de l'Afrique centrale, Promote 2008. C'est réellement une occasion à ne pas manquer, nous espérons que vous vous joindrez à cette importante mission.

Pour plus d'information, veuillez contacter notre vice-présidente au Québec, Nathalie Desourdy à nathalie.desourdy@ccafrica.ca

Promote 2008

Taounde, Cameroun, 5-14 décembre 2008

Promote 2008, qui se tiendra au Palais des Congrès de Yaoundé du 5 au 14 décembre 2008, est le plus grand Salon International de l'Entreprise organisé en Afrique Centrale. L'événement accueille tous les deux ans plus de 80 000 visiteurs et réunit plus de 1 000 exposants du Cameroun, d'Afrique et de l'international.

Afrique Expansion Mag (www.afriqueexpansion.com) et le Conseil Canadien pour l'Afrique ont été mandatés pour coordonner la participation des entreprises canadiennes à cette grande foire commerciale.

Nouveaux membres

Global Thermoelectric

Global Thermoelectric fournit de l'électricité là où vous en avez besoin. Nous nous spécialisons dans les solutions qui fournissent de l'électricité à des applications industrielles à distance - c'est-à-dire n'importe où dans le monde. Nos systèmes sont conçus pour répondre à des besoins très spécifiques. Ainsi si votre compagnie recherche un système principal, secondaire ou de secours, une incorporation de système solaire, un besoin d'accroître une source existante de carburant, nous pouvons aider.

En tant qu'experts en matière d'électricité à distance nous offrons également de l'équipement tel que des batteries, des redresseurs ou des abris ultra-durables. Nous fournissons également de la consultation, de l'appui technique et des services de surveillance à nos clients.

www.globalte.com



Neotelis

Neotelis assiste les organisations en télécommunications à travers le monde à faire face aux défis spécifiques d'un environnement concurrentiel, en fournissant un large éventail de solutions d'affaires, de services de conseil et de services de formation. Neotelis a collaboré avec des clients en Afrique, en Amérique, aux Caraïbes, en Asie, en Europe, au Moyen-Orient et en Océanie.

Au cours des 20 dernières années, nos dirigeants et consultants ont activement participé à l'analyse, au développement, au lancement et à la gestion des activités stratégiques et opérationnelles des opérateurs, régulateurs et gouvernements. Neotelis a effectué des mandats dans plus de 100 pays à travers le monde.

www.neotelis.com



Access Nigeria Consulting Inc.
 Africa Gold Group Inc.
 Afrique Expansion Mag
 Agence spatiale canadienne
 Airliners
 Alex Pneu et Mécanique (Canada) inc.
 Alliance Agricole (CECI - Socodevi - UPDA-DI)
 AMIS International Agriculture Consulting Inc.
 Anyway Solid Environmental Solutions Ltd.
 AO Global Inc
 Aquaculture Service Conseil Asc.
 Artumas Group Inc.
 Association des collèges communautaires du Canada
 Association des universités et collèges du Canada
 AVC Canada Corp.
 Babalola, Odeleye, Barristers & Solicitors
 Banro Corporation
 Barrick Gold Corporation
 Bata Shoe Organisation
 Baywood Continental Oilfield Services Ltd.
 Black Business Initiative
 Bombardier Inc
 Canac inc.
 Canada Export Centre
 Canadian and African Business Women's Alliance (CAABWA)
 Canadian Association of Mining Equipment and Services Export (CAMESE)
 Canadian Bank Note Limited
 Canadian Co-operative Association
 Canadian Telecommunications International Inc
 Canafra Financial Group
 Care Canada
 Cask Brewing Systems Inc.
 Cégep de Trois-Rivières
 Cégep Marie-Victorin
 Cégep international
 CEMEQ International
 Challenger International
 CIMA International
 Clark Sustainable Resources Developments Ltd.
 Collège Algonquin
 Collège Boréal
 Collège communautaire du Nouveau-Brunswick
 Collège Edouard-Montpetit
 Consortium international de développement en éducation
 Consultation Contacts Monde
 Coopérative de Solidarité CANAF
 Cordiant
 Cowater International Inc.
 CPCS Transcom Ltd.
 CRC Sogema inc.
 Data-Line Management Group Inc.
 Davier Consultants Inc.
 Delsys Delivery Systems
 Dessau International
 Development Partnerships
 Development Workshop Canada
 Développement international Desjardins

Editions l'Artichaut inc
 Éducation internationale
 Evergreen Super Market
 First Quantum Minerals Ltd
 Focus International
 Found Aircraft Canada Inc.
 Fondation Paul Gérin-Lajoie
 Fraser Milner Casgrain
 Global Thermoelectric
 Globallinc Inc.
 Globaltronica Corp.
 Golder Associés
 HABICO Planning + Architecture Ltd.
 Hatch Energy
 Heenan Blaikie LLP
 Hickling International Ltd.
 Hydrotestors 2000 Ltd.
 Hyduke Energy Services Inc.
 IMW Industries Ltd.
 Industrial Promotion Services Ltd.
 Informatique Documentaire Edition Électronique
 IntelliPharmaCeutics
 International Road Dynamics
 Interspan Canada
 Jacobs Consultancy
 Kusan Ltd.
 La cite collégiale
 Lasena Investments (Canada) Inc.
 M & I Heat Transfer Products Ltd.
 Magazine Diplomat Investissement
 MagIndustries Corp.
 Manitoba Hydro International
 Manufacturiers et Exportateurs du Canada
 Mennonite Economic Development Association
 Millenia Hope Inc.
 Neotelis
 Nevsun Resources Ltd.
 New Brunswick Community College
 Nexen Inc.
 Nigersol Management Inc.
 Northern Lights Franchise Consultants
 Nova Communications
 Nova Scotia Community College
 Orezone Resources
 Oromin Explorations Ltd.
 PharmAfrican
 Planet Africa Television
 Procept Nigeria
 Raytheon Canada Ltd.
 Red Hot Learning
 Red Letter Philanthropy Counsel
 Renewable Power & Light Services Inc.
 Rio Tinto Alcan
 Saskatchewan Trade & Export Partnership (STEP)
 Sasktel International
 Scooptel Consultants Ltd.
 Seneca
 Seprotech Systems Inc.
 Setym International Inc.
 Sherritt International Corporation

Société canadienne d'hypothèques et de logement
 SNC-Lavalin International Inc.
 SOFEG
 South African Airways
 Startrust Multi-Dynamics Inc.
 Surya Ventures Corp.
 Tecslut International Ltée
 Terradigm
 TFI Global Inc
 TFO Canada
 The Lyceum Group
 Tiomin Resources Inc.
 Université d'Athabasca
 Université d'Ottawa
 Université de Carleton, Carleton international
 Université de Calgary
 Université de Concordia
 Université de Dalhousie
 Université de Guelph
 Université de Moncton
 Université du Nouveau-Brunswick, Bureau des relations internationales
 Vangold Resources Ltd.
 Versacor International
 Wardrop Engineering
 Wayne, Dunn & Associate
 Whyby Hydro Energy Services Corp
 Whiterabbit Resources Ltd.
 Zavik Realty Ltd. / Zavik Ventures Ltd.

Membres Associés

Affaires étrangères et Commerce international Canada
 Agence canadienne de développement international (ACDI)
 Alberta International, Intergovernmental and Aboriginal Relations
 Corporation commerciale canadienne
 Exportation et développement Canada
 Ministère des Affaires intergouvernementales du Nouveau-Brunswick
 Ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation du Québec
 Ministère des Relations internationales du Québec
 Ontario Ministry of Economic Development and Trade (MEDT)
 Ressources naturelles Canada

Membres africains affiliés

Agence Rwandaise de promotion de l'Exportation et de l'Investissement
 Association d'affaires Canada - Accra
 Business Club Algéro-Canadien (BCAC)
 Chambre de commerce du Mali
 Chambre de commerce, industrie et agriculture de Tanzanie
 Fédération des Chambres de Commerce de Madagascar
 Fédération des Entreprises du Congo
 Fondation du secteur privé Rwandais
 Nigerian Economic Summit Group